

Mentions légales

Directrice de la publication : Ombeline Mahuzier, présidente de l'association Femmes de Justice

Site web édité par : Femmes de Justice, 13 place Vendôme 75042 Paris

Contacts : Pour toute demande d'informations concernant ce site, contactez-nous via le formulaire.

- L'utilisateur de ce site web reconnaît disposer de la compétence et des moyens nécessaires pour accéder et utiliser ce site.
- L'utilisateur de ce site web reconnaît avoir vérifié que la configuration informatique utilisée ne contient aucun virus et qu'elle est en parfait état de fonctionnement.
- L'utilisateur reconnaît également avoir pris connaissance des présentes mentions légales et s'engage à les respecter.
- Les informations fournies par Femmes de Justice le sont à titre indicatif. Femmes de Justice ne saurait garantir la complétude et l'actualité des informations diffusées sur son site. En conséquence, l'utilisateur reconnaît utiliser ces informations sous sa responsabilité exclusive.
- Femmes de Justice met tout en œuvre pour offrir aux utilisateurs des informations et/ou outils disponibles et vérifiés, mais ne saurait être tenue pour responsable des erreurs, d'une absence de disponibilité des informations et/ou de la présence de virus sur son site.
- Femmes de Justice se réserve le droit de modifier et mettre à jour à tout moment l'accès au site ainsi que de modifier et/ou de supprimer, tout ou partie du site et ce, sans préavis et sans avoir à en informer préalablement les utilisateurs.
- L'utilisateur reconnaît avoir été informé que le site web est accessible 24h/24h et 7 jours/7 jours, à l'exception des cas de force majeure, difficultés informatiques, difficultés liées à la structure des réseaux de télécommunications ou difficultés techniques.
- Pour des raisons de maintenance, Femmes de Justice pourra interrompre son site et s'efforcera d'en avertir préalablement les utilisateurs sauf cas de force majeure.
- Les utilisateurs du site web sont tenus de respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dont la violation est passible de sanctions pénales.
- Toute représentation totale ou partielle de ce site par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse de Femmes de Justice est interdite et constituerait une contrefaçon sanctionnée par le code de la propriété intellectuelle.